

Libération - mercredi 8 mars 2023

Événement

L'heure du bras de fer

A travers la France entière, la mobilisation a dépassé celle du 31 janvier, rassemblant dans le pays 3,5 millions de personnes selon la CGT et 1,28 million selon la police. Face à un exécutif inflexible, les blocages pourraient se multiplier.

Par Amandine Cailhol et Anne-Sophie Lechevalier



Mardi à la centrale de Saint-Alban (Isère). Photo Bruno Amsellem - Photo Bruno Amsellem

Ils n'ont pas attendu le décompte des cortèges de l'après-midi pour savoir qu'ils avaient réussi leur coup. Réunis dans le carré de tête avant que ne se lance la manifestation parisienne, les dirigeants de l'intersyndicale ont salué une «*mobilisation historique*» (Laurent Berger, CFDT) et constaté que «*la France à l'arrêt, ça marche bien aujourd'hui*» (Philippe Martinez, CGT). Au total, ce sont 3,5 millions de personnes selon la CGT, 1,28 million selon la police, qui ont défilé pour la sixième journée de contestation contre la réforme des retraites mardi. Dans les deux

cas, c'est plus que la deuxième journée de mobilisation, le 31 janvier, la plus forte recensée par Beauvau dans l'histoire récente.

Ces niveaux historiques de participation n'ont en rien infléchi la position du gouvernement. L'intersyndicale a déploré, mardi soir, n'avoir *«reçu aucune réponse du gouvernement»*. Elle *«soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement»*. Et fixe deux nouvelles journées de mobilisation interprofessionnelle, le 11 mars, et la semaine prochaine, le jour où se tiendra la commission mixte paritaire entre parlementaires, soit sans doute samedi. L'intersyndicale demande à être reçue en urgence par Macron.

Plusieurs secteurs et syndicats avaient déjà décidé depuis des semaines de bloquer le pays le 7 mars et au-delà. Dès le 13 février, Solidaires appelait à la *«grève reconductible»* contre un projet *«inutile, injuste et brutal»*. Cinq fédérations CGT - ports et docks, cheminots, Industries chimiques, verre et céramique et mines-énergie - s'y sont également engagées, avec l'objectif de *«mettre à genoux l'économie française»*. Les mines et l'énergie ont même commencé des actions dès ce week-end. Mardi vers 15 h 30, EDF a évalué la perte de puissance disponible à 14 900 mégawatts (l'équivalent de 10 à 15 réacteurs nucléaires) tandis que la CGT en revendiquait en tout plus de 20 000. Même détermination et même anticipation du côté des ports et docks. Dès la semaine dernière, la CGT du secteur a fixé le programme dans l'idée de *«jouer un rôle moteur dans l'élévation du combat»* : 48 heures d'arrêt de travail à partir de ce mardi, avec une opération *«ports morts»* ce mercredi dans toute la France. Les raffineries sont aussi mobilisées. A la sortie des 7 sites du pays, les expéditions de carburants étaient bloquées mardi matin, a rapporté la CGT chimie.

Dans le transport, une vingtaine de blocages routiers ont été recensés par la CGT, notamment dans le Nord et en Ile-de-France. Fabrice Michaud, secrétaire général de la CGT du secteur, parle de «*succès très significatifs*» dans les activités de déchets. Outre de fortes mobilisations dans plusieurs villes «*comme Marseille ou Montpellier, en Ile-de-France la collecte est partiellement paralysée*», assure le responsable syndical. Trois incinérateurs autour de Paris sont bloqués. Une situation qui devrait perdurer mercredi, selon le syndicaliste.

«Semaine noire». A la SNCF et à la RATP, l'ensemble des syndicats représentatifs ont fait tôt le choix de la grève reconductible. Après une journée de mardi pendant laquelle 80 % des TGV et des TER ont été annulés et la majorité des lignes du métro parisien n'ont fonctionné qu'aux heures de pointe, le trafic devrait toujours être perturbé mercredi. Entre un quart et la moitié du service habituel dans le métro, prévoit la RATP, et le trafic à la SNCF restera «*très fortement perturbé*», avec un tiers des trains en circulation pour les TGV et TER (contre 20 % mercredi). Jeudi, la SNCF prévoit un trafic à nouveau «*perturbé*» pour le troisième jour de grève.

«*Semaine noire*» dans l'énergie aussi, promet la CGT du secteur avec une «*multiplication des initiatives de manière exponentielle*», prévient Fabrice Coudou, numéro 2 de la fédération : «*Dès ce soir beaucoup de QG de luttes vont s'installer sur le territoire, dans les sites de production, de stockage, mais aussi dans les agences Enedis ou GRDF.*» Ces initiatives se veulent, pour l'heure, «*symboliques*», avec des actions ciblées de coupure ou de gratuité, «*mais on ne s'interdit rien pour la suite, on est capable de tout mais dans l'intérêt collectif. Le réseau d'électricité et de gaz est aux mains des grévistes*». Des AG se tiendront vendredi pour décider de la suite : «*Notre préavis court jusqu'à mi-avril pour toute l'énergie.*»

Batailler. Les blocages se poursuivent aussi mercredi dans plusieurs universités, comme Nanterre, Strasbourg, Besançon ou Grenoble. Une quarantaine de sites étaient déjà bloqués

mardi, contre une dizaine lors des précédentes journées. Dans l'Education nationale, les agents sont appelés à poursuivre la mobilisation les 8 et 9 mars. Quand les syndicats ont revendiqué mardi 60 % de grévistes chez les personnels, le ministère en a recensé moitié moins. Le syndicat lycéen Fidl s'est, de son côté, félicité de *«la plus forte mobilisation depuis le début de la lutte»*.

Combien de temps le mouvement tiendra-t-il ? Certains assurent qu'ils sont prêts à batailler jusqu'au retrait du texte. Il faut attendre chaque assemblée générale pour savoir si la grève est reconduite le lendemain ou les jours à venir. La fédération CGT des ports et des docks, par exemple, se réunira jeudi pour décider des suites à donner. A la raffinerie de Port-Jérôme-Gravenchon, en Normandie, c'est toutes les huit heures que la poursuite de la grève est votée. Chez les routiers, Khalid Ezzarhouni, de la CGT Transport, reste prudent : *«Sur des sujets extérieurs à l'entreprise, c'est plus difficile de mobiliser sur le long terme. Tout va se décider sur les piquets de grève. L'envie, ce n'est pas ça qui manque, mais il y a aussi la question de la fin du mois»*. Mardi soir, les blocages de Rouen, Chambéry, Tours ou Brive ont été reconduits. La contestation de la réforme des retraites vient aussi s'entremêler à des journées de mobilisation sur d'autres sujets prévues cette semaine. Celle pour les droits des femmes le 8 mars. Celle prévue par les étudiants le 9, *«pour améliorer notamment le système des bourses d'études»*. Celle pour le climat, le 10, dans le cadre des grèves mensuelles des «Fridays for Future», lancées par Greta Thunberg. Ne manquait plus qu'une action pour samedi. L'intersyndicale vient de remplir le calendrier.